

15° Défenseur syndical mentionné à l'article [L. 1453-4](#).

Chapitre IV : Protection en cas de transfert partiel d'entreprise ou d'établissement.

L. 2414-1

Ordonnance n°2017-1718 du 20 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Jurical](#)

Le transfert d'un salarié compris dans un transfert partiel d'entreprise ou d'établissement par application de l'article [L. 1224-1](#) ne peut intervenir qu'après autorisation de l'inspecteur du travail lorsqu'il est investi de l'un des mandats suivants :

- 1° Délégué syndical et ancien délégué syndical ;
- 2° Membre élu et ancien membre élu de la délégation du personnel du comité social et économique ou candidat à ces fonctions ;
- 3° Représentant syndical au comité social et économique et ancien représentant syndical au comité social et économique ;
- 4° Représentant de proximité et ancien représentant de proximité ou candidat à ces fonctions ;
- 5° Membre et ancien membre de la délégation du personnel du comité social et économique interentreprises ou candidat à ces fonctions ;
- 6° Membre du groupe spécial de négociation et membre du comité d'entreprise européen ;
- 7° Membre du groupe spécial de négociation et représentant au comité de la société européenne ;
- 7° bis Membre du groupe spécial de négociation et représentant au comité de la société coopérative européenne ;
- 7° ter Membre du groupe spécial de négociation et représentant au comité de la société issue de la fusion transfrontalière ;
- 8° Représentant du personnel d'une entreprise extérieure, désigné à la commission santé, sécurité et conditions de travail d'un établissement comprenant au moins une installation classée figurant sur la liste prévue à l'[article L. 515-36 du code de l'environnement](#) ou mentionnée à l'article [L. 211-2](#) du code minier ;
- 9° Membre d'une commission paritaire d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture prévue à l'[article L. 717-7 du code rural et de la pêche maritime](#) ;
- 10° Représentant des salariés dans une chambre d'agriculture mentionné à l'[article L. 515-1 du code rural et de la pêche maritime](#) ;
- 11° Salarié mandaté dans les conditions prévues aux articles [L. 2232-23-1](#) et [L. 2232-26](#), dès que l'employeur a connaissance de l'imminence de sa désignation, ou ancien salarié mandaté, durant les six mois suivant la date à laquelle son mandat a pris fin. Lorsque aucun accord n'a été conclu à l'issue de la négociation au titre de laquelle le salarié a été mandaté, le délai de protection court à compter de la date de fin de cette négociation matérialisée par un procès-verbal de désaccord ;
- 12° Assesseur maritime mentionné à l'[article 7 de la loi du 17 décembre 1926](#) relative à la répression en matière maritime ;